

De l'ampleur des intentions à la mesure du geste concret. La diffusion et l'utilisation de résultats de recherche dans Bellechasse

Yvan Breton

Volume 8, numéro 3, 1984

Comprendre et modifier

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006217ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/006217ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

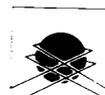
[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Breton, Y. (1984). De l'ampleur des intentions à la mesure du geste concret. La diffusion et l'utilisation de résultats de recherche dans Bellechasse. *Anthropologie et Sociétés*, 8(3), 43–61. <https://doi.org/10.7202/006217ar>

DE L'AMPLEUR DES INTENTIONS À LA MESURE DU GESTE CONCRET

la diffusion et l'utilisation des résultats de
recherche dans Bellechasse



Yvan Breton
Département d'anthropologie
Université Laval

Cet article vise à reconstituer le cheminement d'un projet de recherche anthropologique en milieu rural québécois. Il veut dire comment ses participants ont tenté, sur une base collective et individuelle, d'y insérer des interventions concrètes orientées vers ce qu'on appelle « communément » l'anthropologie appliquée, c'est-à-dire en diffusant des résultats de la recherche et en favorisant leur utilisation.

Un bref rappel du contexte dans lequel le projet s'est inscrit, précédera une présentation de ses composantes générales qui soulignera les points plus directement liés à l'intervention. En systématisant l'orientation et les acquis, nous concluerons par quelques remarques sur la nature de la recherche appliquée découlant d'un projet universitaire.

☐ Le projet Bellechasse : son contexte d'émergence

Subventionné par le programme F.C.A.C. du gouvernement québécois au cours de la période 1974-79¹, ce projet avait pour but d'étudier les effets de la décomposition de la paysannerie dans un comté rural près de l'agglomération urbaine de Québec. Débutant par des séjours dans les villages situés dans la plaine côtière, les plus anciens et les plus orientés vers l'activité agricole, la recherche a progressivement porté sur les villages du plateau

¹ Il s'agit du Programme de Formation des Chercheurs et d'Action Concertée. Les subventions obtenues se détaillent ainsi : 1974-75: 10 000\$; 1975-76: 20 000\$; 1976-77: 31 000\$; 1977-78: 21 000\$; 1978-79: 6 000\$. Les responsables avaient envisagé une participation de cinq ans au projet. Ils ont donc volontairement réduit leurs demandes de subvention au cours des deux dernières années de manière à consacrer plus de temps à l'encadrement des thèses. Le projet Bellechasse a été conçu et s'est déroulé sur une base collective; il convient donc que la forme « nous » y soit souvent employée. Même si j'ai pu contacter d'anciens participants au projet, dont Pierre Durand et Suzanne Aubé que je tiens à remercier pour les critiques apportées au manuscrit, je ne prétends pas que les opinions ici formulées reflètent exactement celles du groupe.

appalachien et de la frontière canado-américaine davantage caractérisés par une économie agro-forestière et le recours aux paiements de transfert².

Projet avant tout universitaire, composé de membres en majorité anthropologues, cette recherche a été influencée dès le début par un souci de réflexion sur la capacité et les moyens d'intervention du chercheur, étudiant ou professeur. Cette orientation initiale, dont nous discuterons les conséquences plus tard, mérite toutefois d'être précisée car le contexte qui l'a façonnée constitue un paramètre important pour en apprécier les limites et les possibilités.

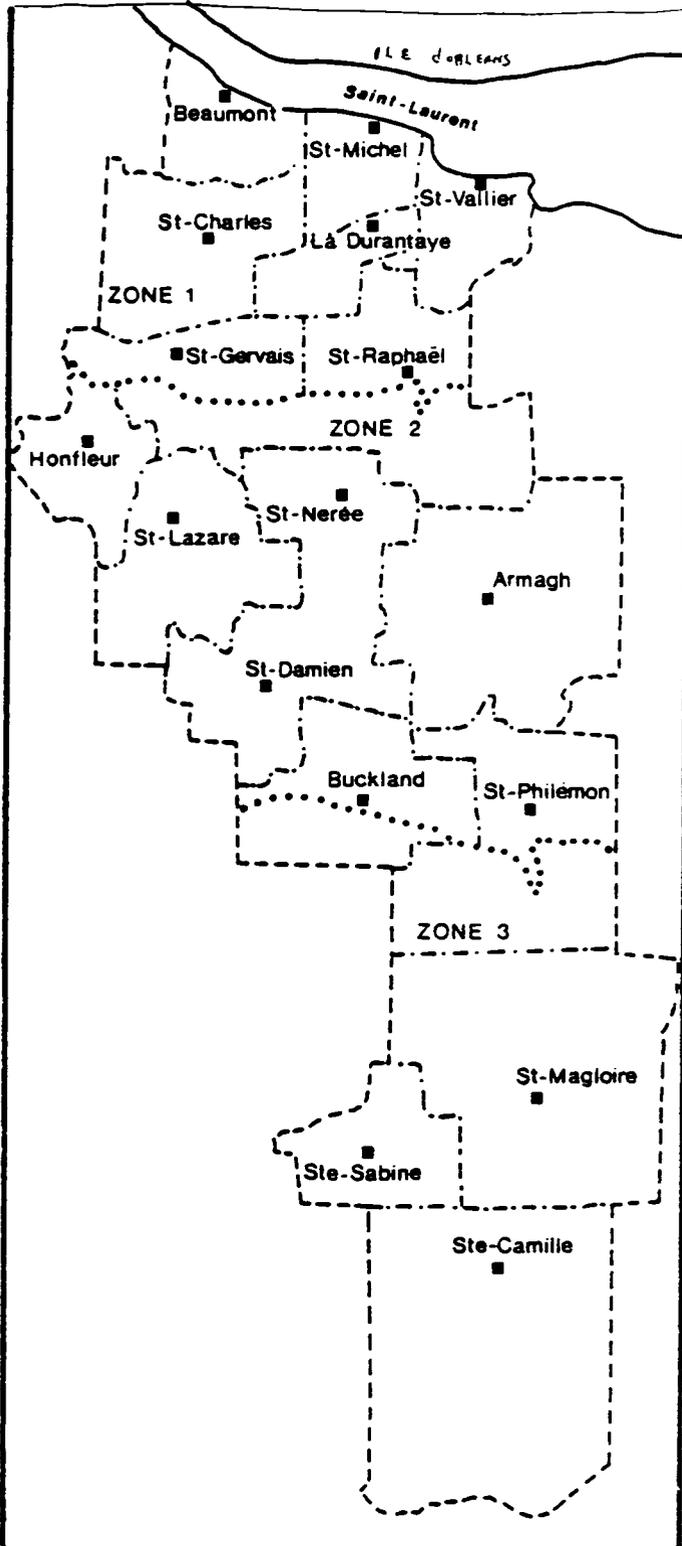
En effet, deux éléments majeurs peuvent être ici mentionnés. Le premier a trait à la situation de la recherche appliquée dans le milieu des sciences sociales québécoises à la fin des années 60 et, conséquemment, au type d'apprentissage auquel avaient été soumis les responsables du projet à l'époque de leurs études. Le second est plus directement lié à la mise sur pied du département d'anthropologie sociale de l'Université Laval au début des années 70 et aux types de recherches qui s'y déroulaient.

Ceux qui fréquentaient la faculté des sciences sociales durant les années 60 étaient souvent confrontés, par des traités didactiques généraux ou des exemples concrets venant la plupart du temps de l'étranger, à la fameuse distinction entre recherche fondamentale et recherche appliquée.

Ancrée dans un contexte social caractérisé par l'élargissement de l'appareil bureaucratique et un marché du travail relativement ouvert pour les diplômés en sciences sociales, la distinction entre recherche fondamentale et recherche appliquée y était souvent présentée comme l'une se déroulant à l'université et l'autre en dehors. En d'autres termes, nous étions convaincus d'une distinction fondamentale entre le caractère appliqué des deux; il y avait un temps pour apprendre et un autre pour agir, bien que l'apprentissage permettait des expériences pratiques sous la supervision de chercheurs expérimentés, orientées vers la valorisation des sciences sociales en milieu québécois. En tant qu'étudiants nous avons alors tous suivi avec intérêt, à l'intérieur des cours et en dehors de l'université, le démarrage et le déroulement du projet BAEQ³. À cause de son ampleur régionale et du grand nombre de chercheurs impliqués, le projet concrétisait les possibilités d'intervention du scientifique social en milieu québécois et constituait un lieu de vérification de plusieurs énoncés et modèles véhiculés dans notre milieu académique.

² Cf. carte de la région de Bellechasse.

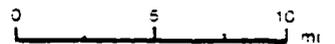
³ Projet du Bureau d'Aménagement de l'Est du Québec, auquel participèrent conjointement les gouvernements fédéral et provincial, et qui visait à améliorer la situation économique et sociale de l'ensemble de la péninsule gaspésienne.



Comté de Bellechasse

(Paroisses)

- limite des municipalités (paroisses)
- limite du comté de Bellechasse
- limite des zones naturelles



À la fin des années 60, au moment où ce projet atteignait sa phase terminale, force fut toutefois de reconnaître qu'aux espoirs initiaux de recherche et d'intervention avaient succédé, de manière accentuée, des difficultés d'orientation durant les phases médianes et surtout des contestations ouvertes lors du dépôt des recommandations. Ce qu'on nous avait si souvent cité en exemple, autant au niveau de la validité des modèles qu'à celui des possibilités immenses des sciences sociales comme outil de développement en milieu rural, s'avérait à toutes fins pratiques une démarche à ne pas répéter et un tremplin critique des modèles interventionnistes existants. Ceux-ci, directement empruntés à l'économie libérale et formaliste américaine et basés sur des typologies statistiques, avaient en bonne partie confondu les notions de secteurs occupationnels et de classes sociales. En dépit de l'importance accordée à la participation comme technique de recherche, les recommandations reflétaient davantage les intentions des chercheurs que les gestes concrets désirés par la population. Cette situation résulta en un net recul, à la faculté des sciences sociales, de l'idéologie et de la pratique interventionnistes qui s'ancrèrent alors principalement dans des projets plus modestes, souvent menés sur une base individuelle.

Conditionné par le passé récent de la recherche à la faculté, le démarrage du projet Bellechasse s'inscrivait aussi dans un autre contexte, plus circonscrit et plus immédiat, lié à la mise sur pied d'un département d'anthropologie à l'Université Laval⁴. Dans une situation de raffermissement et de consolidation de notre identité disciplinaire, l'idée de faire un projet de recherche sur le Québec, au sein de notre propre culture, cadrait mal avec la majeure partie de l'enseignement reçu et ses orientations générales. Spécialiste des Amérindiens, des Inuit, des sociétés africaines et latino-américaines, l'anthropologue québécois de cette époque n'avancé que timidement dans l'examen de sa propre société et des possibilités de s'y impliquer davantage comme chercheur⁵. Plusieurs participants au projet, surtout ceux qui avaient déjà expérimenté les difficultés de diffusion et de concrétisation des résultats de leur recherche à l'étranger, appréciaient cependant la possibilité d'orienter davantage leur action vers le Québec. Sans prétendre à ce niveau jouer un rôle de pionnier⁶, nous pensions que l'idée d'étudier une sous-région, non pas dans une optique de monographies cumulatives mais dans une perspective globale et intégrée, et de donner

⁴ Au début des années 60, le Département de sociologie offrait une « option anthropologie » à partir de la troisième année du baccalauréat. Le Département d'anthropologie, comme entité administrative autonome, fut créé en 1970.

⁵ Les seules monographies anthropologiques classiques sur le Québec français étaient celles des Américains H. Miner et O. Junek, tous deux étudiants de R. Redfield. Leurs travaux sur Saint-Denis de Kamouraska (1937) et Blanc-Sablon (1939) remontaient déjà à une génération antérieure. À remarquer qu'ils ne sont toujours pas disponibles en français.

⁶ Il faut ici rappeler la présence du projet d'Ethnographie de la Basse-Côte nord du Saint-Laurent qui avait commencé en 1965. En plus d'être centré au début sur l'étude de communautés majoritairement anglophones, ce projet comportait aussi une base expérimentale qui ne laissait pas entrevoir de modèles précis d'intervention auxquels nous aurions pu recourir, même si plusieurs de ses membres manifestèrent entre 1970 et 1975, des intentions évidentes de diffuser des résultats de leur recherche.

dès le départ une orientation pratique au projet, du moins en termes de diffusion des résultats de recherche, comportait certains aspects novateurs. Le fait que plusieurs membres potentiels du projet étaient originaires de la région de Bellechasse et que celle-ci était située à proximité de la ville de Québec devint un élément additionnel d'encouragement en ce sens.

On ajoutera à ce contexte socio-académique, l'influence sur le projet Bellechasse, dans sa conception et son déroulement, d'un facteur dont l'importance est indéniable même si elle est difficile à préciser : le recours au cadre conceptuel du matérialisme historique. Majoritairement intéressés par l'anthropologie économique, probablement la sous-discipline la plus réceptive à cette époque aux acquis de ce courant théorique, nous voyions dans cette orientation la possibilité de jeter un regard différent sur la question agraire québécoise et surtout de mieux réfléchir sur notre rôle d'universitaire, conscients toutefois que notre manque de familiarisation avec le matérialisme historique supposait un apprentissage assez long.

▣ Les objectifs de la recherche et les efforts d'intervention

◆ Les orientations du projet

Basé à l'université et inscrit dans un programme gouvernemental orienté vers la formation de jeunes chercheurs et la production de thèses, le projet Bellechasse fut d'abord conçu comme un tremplin d'apprentissage pour ses membres. Il fallait dès la première demande de fonds définir le projet en ce sens et démontrer, au cours des étapes de renouvellement, que cette orientation avait bel et bien été suivie. Avec une quinzaine de chercheurs durant la phase médiane, le projet a donné lieu à de nombreux rapports d'étapes, documents-synthèses et journées d'étude. Il a permis la réalisation de dix thèses de maîtrise et influencé directement le contenu de deux doctorats⁷. Ceux qui ont déjà l'expérience des exigences de la recherche et de l'encadrement que suppose un projet de cette nature, nécessairement entrepris sur une base de temps partiel en raison d'autres activités académiques, comprendront sûrement que le temps est un des premiers facteurs limitatifs de l'intervention et c'eût été pire si la région à l'étude n'avait pas été si proche.

À cet objectif strictement académique s'ajoutait le souci de connaître la situation économique des producteurs de Bellechasse et d'expérimenter le cadre conceptuel du matérialisme historique. Nous voulions d'abord procéder à une relecture de la question agraire québécoise, encore trop

⁷ Consulter la bibliographie à ce sujet. Les thèses de doctorat sont de Marie-France Paradis qui a étudié la lutte des agriculteurs lors des inondations du Lac Saint-Jean en 1927 et de Pierre Anctil qui a étudié, dans une localité de la Nouvelle-Angleterre, le phénomène d'immigration de paysans québécois au tournant du XXe siècle.

centrée à notre avis sur l'agriculture comme secteur occupationnel autonome. D'autre part, tout en étant intéressés à participer au débat entourant le concept de « petite production marchande » en anthropologie économique, nous voulions, contrairement à d'autres études sur le Québec s'inspirant du matérialisme historique, en expérimenter l'utilité pour l'approfondissement d'une réalité régionale⁸. La plupart de nos travaux se sont donc intéressés à l'accumulation du capital des unités de production et leurs mécanismes de reproduction par le biais de l'intervention étatique. Tout en privilégiant le secteur agricole, une attention spéciale fut portée à ses liens avec le secteur forestier, la petite industrie et le recours aux paiements de transfert. Dans un cadre chronologique remontant à la fin du XIXe siècle, nous avons reconstitué l'évolution de l'organisation économique de plusieurs villages et cherché à mettre en relief le degré d'exploitation des producteurs. Nous reviendrons sur ces points à la fin de l'article en examinant leurs incidences sur l'intervention.

◆ Les gestes concrets liés à la diffusion des résultats

Dès la première année du projet, époque où l'équipe ne comptait que quelques chercheurs et n'avait centré son attention que sur un seul village de la plaine côtière de Bellechasse (Saint-Vallier), un document-synthèse à tirage limité, fabriqué à partir de données embryonnaires et écrit dans un langage trop académique, fut distribué à quelques personnes du milieu⁹. Ceci donna peu de résultats tangibles, hormis quelques remerciements polis qui traduisaient bien la distance entre les préoccupations des chercheurs et l'intérêt de la population.

L'équipe s'agrandit grâce à une subvention accrue pour la deuxième année, elle couvrit les localités de Saint-Gervais et de Saint-Philémon et, tout en maintenant son intérêt pour le secteur agricole, analysa davantage l'importance du secteur forestier. À la fin de cette étape, les chercheurs produisirent des rapports-synthèses d'une trentaine de pages, à raison de deux ou trois rapports par localité suivant les thèmes étudiés. Distribués aux principaux informateurs dans chaque village et écrits dans un langage beaucoup plus accessible, ces rapports furent de plus l'objet de publications suivies et périodiques dans le principal hebdo régional. Quoique difficile à mesurer avec exactitude, l'impact de la diffusion fut beaucoup plus grand et plusieurs personnes que nous n'avions pas eu la chance de

⁸ Durant les premières années de son existence, le Département recevait régulièrement la visite d'anthropologues économistes français qui s'inspiraient du matérialisme historique. La majeure partie de leur matériel illustratif venait toutefois des sociétés africaines. D'autre part, les scientifiques sociaux qui, à l'aide du matérialisme historique, s'étaient penchés sur la situation québécoise avaient surtout adopté un cadre national et basé leurs études sur les données des recensements. Les travaux de D. Lessard (1974) et C. Chatillon (1974) sur l'agriculture québécoise illustrent bien cette tendance.

⁹ Consulter Y. Breton et E. Waddel (directeurs) (1974).

contacter nous ont rejoints pour obtenir plus d'informations sur le projet¹⁰.

L'année suivante, la plus importante en termes de subvention et de nombre de participants, l'équipe a davantage couvert le haut du comté et diversifié sa connaissance du milieu. Elle a maintenu des chercheurs dans le secteur agro-forestier à Saint-Philémon, a analysé divers aspects de la prolétarianisation à Saint-Damien, le village le plus industrialisé du comté, et a abordé l'étude des paiements de transfert dans les villages limitrophes à la frontière du Maine (Sainte-Sabine, Saint-Magloire et Sainte-Camille). Avec l'accumulation des données, l'équipe se rendit compte rapidement que la diffusion de documents écrits devenait de plus en plus exigeante en termes de temps tout en portant sur des thèmes de plus en plus spécialisés, ce qui réduisait le nombre potentiel de lecteurs pour chaque document produit. La décision fut prise alors de mettre sur pied un document audio-visuel qui circulerait dans les localités du comté et dont la projection donnerait l'occasion aux chercheurs de rencontrer des groupes de producteurs¹¹.

Limitée au plan budgétaire, confrontée à de multiples choix au plan du contenu, l'équipe a tout de même réussi à produire un document substantiel (*On a not' quota*, film couleur, 45 minutes). Précédé de la distribution d'une brochure-synthèse vulgarisée qui le complétait, le film fut projeté dans une douzaine de paroisses au cours de l'hiver 1977¹². Axé sur la reconstitution de l'intervention étatique dans le secteur agricole depuis la fin du siècle dernier et sur l'exploitation des producteurs, le document fut reçu avec un grand intérêt dans le milieu d'autant plus qu'au cours de l'été précédent, au moment des prises de vue, les agriculteurs avaient subi une coupure de 20% dans leur volume de production suite à une décision unilatérale du gouvernement fédéral. Précédée d'une présentation orale par les

¹⁰ Ces brochures portaient sur les thèmes suivants : F. Beaudin, *L'assistance sociale dans Bellechasse*, 49 p.; S. Aubé, *Le travail salarié dans Bellechasse*, 40 p.; R. Fillion, *Travail forestier et développement du capitalisme à Saint-Philémon*, 30 p.; A. Lajoie, *L'évolution de la paysannerie à Saint-Gervais*, 50 p.; M. Taillon, *Le petit capitalisme marchand à Saint-Philémon*, 30 p. et, en collaboration, *Guide des sources statistiques sur le milieu rural québécois*, 40 p. La plupart des contacts se firent avec les conseils municipaux et quelques organismes gouvernementaux établis dans la région, (l'Union des producteurs agricoles, les groupements forestiers et le Centre de liaison des services de santé). Seule note discordante au tableau, un entrepreneur, dont un document relatait l'accumulation du capital à l'intérieur de sa famille, nous a menacés de poursuites judiciaires suite à un article paru dans l'hebdo régional. Ce n'est qu'après de nombreuses discussions que nous avons pu lui faire comprendre le sens de nos interventions. Il décida alors de ne pas aller plus loin devant l'exactitude de nos données.

¹¹ Ce volet a été réalisé grâce à la participation active d'étudiants en cinéma de l'Université Laval. En plus de mettre leurs connaissances techniques au service de l'équipe, ils ont su se familiariser rapidement avec les résultats de la recherche et, n'eut été de leur travail bénévole en plusieurs moments (principalement lors du montage), ce document aurait difficilement pris forme. Durant les quelques mois précédant la sortie du film, un vidéo-couleur de 30 minutes portant sur l'industrie laitière à Saint-Vallier fut également créé en collaboration avec le Service de l'audio-visuel de l'Université Laval. Ce document s'adressait principalement aux étudiants du cours d'anthropologie économique et est utilisé régulièrement depuis.

¹² Cette brochure rédigée collectivement, est intitulée *La situation socio-économique dans Bellechasse* (80 pages). Elle couvre les secteurs économiques autres que l'agriculture qui n'ont pu être abordés en profondeur dans le film.

responsables du document et suivie d'une table ronde, chaque projection attira environ soixante personnes. En rejoignant des producteurs de villages qui n'avaient pas été inclus dans la recherche, la diffusion du document s'étendit même à d'autres régions rurales du Québec. Inutile de préciser que cette forme d'intervention offrait des possibilités plus grandes de diffusion que celles qui découlaient de nos premiers efforts, uniquement basés sur l'écrit. En plus de permettre de rencontrer directement des producteurs sur une base collective, elle suscita des commentaires critiques sur certains aspects de notre projet.

Au cours des deux dernières années, hormis la diffusion sporadique du film, peu de gestes concrets liés à l'intervention ont été posés. Les chercheurs, dont le nombre avait diminué, étaient engagés dans leur rédaction de thèse ou avaient eu accès au marché du travail¹³. Compte tenu de la réduction volontaire du montant des subventions, l'équipe s'affaira surtout à la systématisation de ses données, se contentant de répondre à des demandes occasionnelles d'information venant du milieu¹⁴. Ainsi prit fin cette première étape de diffusion des résultats de la recherche.

Vers la fin de l'année 78 toutefois, un ex-participant au projet, alors au Service de l'Animation du ministère des Affaires culturelles, proposa à l'équipe d'écrire, en fonction de la documentation qu'elle possédait, une brochure sur la région de Bellechasse axée sur son potentiel patrimonial et la mise sur pied d'un circuit touristique. S'enclencha alors la deuxième phase de diffusion, phase qui donna lieu à des interventions plus dirigées et plus en profondeur.

Notre première réaction à l'idée de rédiger une brochure sur le patrimoine de la région fut mitigée. Nous étions plus intéressés par la situation économique et politique des producteurs agricoles et réticents à mettre sur pied un document qui privilégierait avant tout leur culture matérielle. D'autant plus qu'à cette époque, à la suite de l'arrivée au pouvoir du Parti québécois, à la consolidation des Conseils régionaux de la Culture et au développement des programmes de subvention aux groupes locaux pour la préparation de la « Fête nationale », beaucoup de brochures traitant du patrimoine québécois avaient fait leur apparition. En plus d'idéaliser le « mode de vie traditionnel » de l'habitant québécois, ces publications, à base iconographique de plus en plus répétitive, nous apprenaient en fait

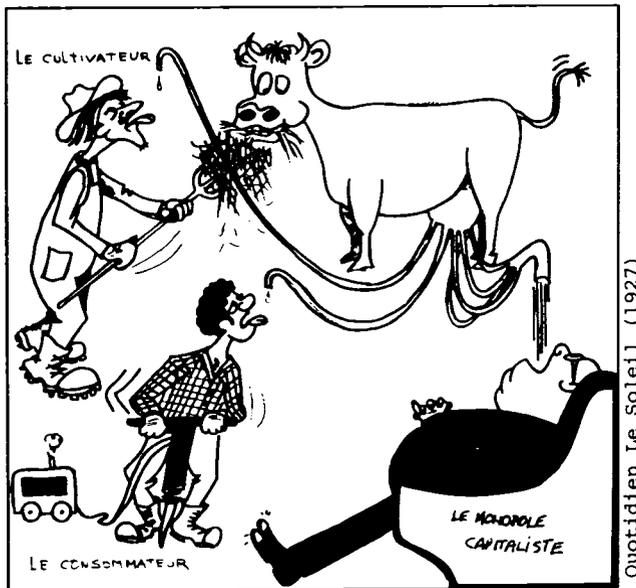
¹³ Pour ce qui est des liens entre le projet et le marché du travail, soulignons que deux chercheurs ont obtenu des contrats de six mois du CLSC (Centre local de services communautaires) du Lac Etchemin et de la société d'État REXFOR (secteur forestier). Par la suite, quatre personnes ont trouvé un emploi dans les organismes suivants : le ministère de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation (MAPA), le ministère des Affaires culturelles (MAC), le Conseil régional de Développement de Québec (CRDQ) et la Commission scolaire de Bellechasse.

¹⁴ La plupart de ces demandes concernaient la consultation de la documentation en notre possession, soit de la part d'étudiants universitaires venant de la région ou de jeunes travailleurs intéressés par la mise sur pied de projets communautaires temporaires, liés aux programmes gouvernementaux d'aide à la main-d'œuvre.

FIGURE 1

ON A NOT' QUOTA

FILM COULEUR 16mm, DURÉE 45 MINUTES



**RÉALISÉ À PARTIR D'ENTREVUES
ET DE MATÉRIEL HISTORIQUE,
CE DOCUMENT ANALYSE:**

- 1 — quelques-uns des mécanismes d'exploitation générés par le capitalisme en milieu rural québécois;
- 2 — la situation économique et politique des **petits producteurs agricoles** dans le comté de Bellechasse.

**CE FILM PEUT SE RÉVÉLER UTILE
AUX GROUPES INTÉRESSÉS**

A:

- 1 — l'animation communautaire;
- 2 — l'action syndicale;
- 3 — les mouvements coopératifs, comités de citoyens;
- 4 — l'éducation populaire, etc.

**IL MET EN RELIEF LES LIENS ET
LES OPPOSITIONS EXISTANT
ENTRE:**

- les petits producteurs agricoles et l'ensemble des producteurs de ce secteur;
- le secteur agricole et les autres secteurs économiques de la société québécoise;

**ET LES RESITUE DANS LES RAPPORTS DE
FORCE QUI CARACTÉRISENT L'INTER-
VENTION CROISSANTE DES ORGANISMES
GOUVERNEMENTAUX DANS LA VIE DES
CITOYENS QUÉBÉCOIS.**

très peu sur l'évolution de la paysannerie québécoise et expliquaient encore moins comment elle avait à toutes fins pratiques disparu.

Mais avec la possibilité d'un support logistique important du ministère pour la publication (ce qui n'était pas le cas de nos documents antérieurs) et l'assurance que la brochure, imprimée à 3 000 exemplaires, serait distribuée gratuitement dans toutes les familles de la Plaine côtière de Bellechasse, nous en avons entrepris la rédaction. En respectant le mandat initial, i.e. traiter du patrimoine, nous en avons profité pour démystifier son contenu trop souvent élitiste, centré sur le monumental (églises, manoirs, moulins à farine, etc.), et avons insisté sur les éléments liés à la vie quotidienne de l'habitant. En privilégiant les ensembles patrimoniaux aux dépens des unités, nous avons cherché à mettre en relief les lignes de continuité entre le passé et le présent de manière à ce que l'évolution de la culture matérielle apparaisse comme le reflet d'une organisation économique et sociale plus large¹⁵.

Ces brochures furent distribuées dans les familles au début de l'été 1979 et dès l'automne suivant firent l'objet de nombreuses demandes de la part des écoles; la situation surprit les rédacteurs et le ministère. Envisagé comme un premier effort de sensibilisation de la population à son patrimoine régional, ce document répondait en fait à un besoin encore plus précis dans le milieu scolaire. Depuis 1970, la Commission scolaire de Bellechasse, tout comme les autres commissions scolaires du Québec, disposait d'un programme décrivant les nouvelles orientations du primaire dans le secteur des sciences humaines. Même si le concept de région occupait une place importante dans ce programme, les professeurs n'avaient que très peu d'informations sur son contenu.

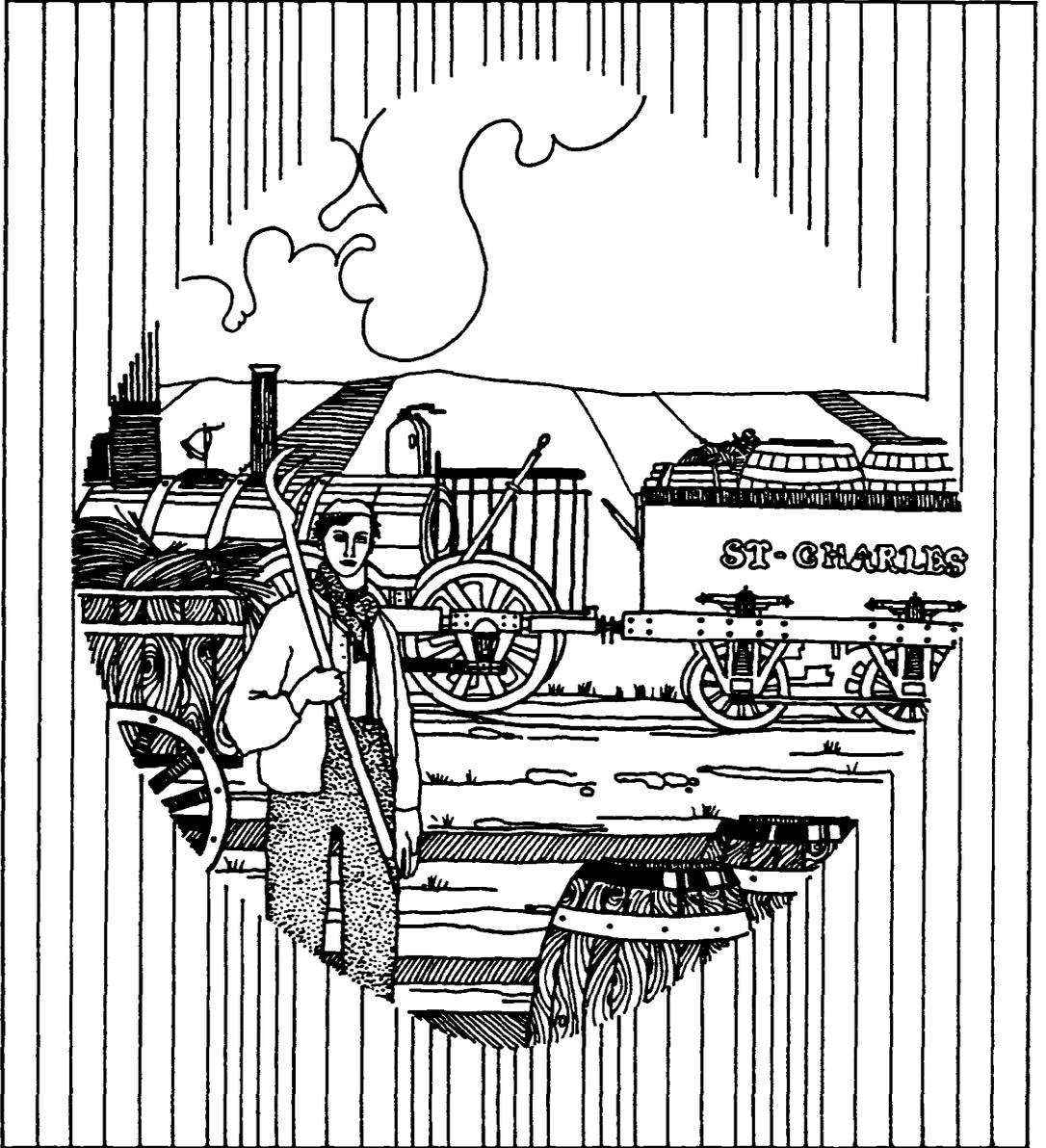
Il fut alors décidé, conjointement avec le Service de l'Animation du ministère des Affaires culturelles et la Commission scolaire de Bellechasse, d'entreprendre un projet pilote dans deux écoles de la région axé sur une identification plus précise des besoins des professeurs et des possibilités qu'offrait la documentation du projet Bellechasse pour y répondre, du moins partiellement. L'expérience étendue sur une période d'un an donna des résultats probants dans les écoles concernées. Non seulement fut-il possible d'entreprendre des expériences d'animation suivies avec deux groupes de 5e et 6e années mais, dans les deux écoles, l'ensemble des classes s'est engagé dans un programme de visites guidées de la région, activités auxquelles participèrent tant parents que professeurs et commissaires d'écoles¹⁶.

¹⁵ Cf. *La Plaine côtière de Bellechasse: guide d'introduction à son patrimoine passé et présent*, Québec: ministère des Affaires culturelles, 1978.

¹⁶ Les écoles choisies furent celles de Saint-Vallier et de Saint-Charles. Dans le premier cas, élèves et professeurs mirent sur pied un montage audio-visuel accessible à la population. Dans le second, les participants éditèrent un album photographique avec commentaires découlant de leur propre recherche; publié à 1 000 exemplaires, l'album se vendit en quelques jours chez les épiciers locaux et généra des fonds qui permirent à l'école d'accroître sa documentation sur l'histoire économique et sociale de la région.

Figure 2

VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE ST-CHARLES DE BELLECHASSE



Une approche photographique à l'étude de notre milieu au début du siècle,
par les élèves de 5^{ème} et 6^{ème} année, St-Charles,
juin 1980.

Le fonctionnement de la commission scolaire impliquant des échanges structurés et fréquents entre les unités qui la composent, l'intérêt suscité par ce projet pilote s'étendit rapidement dans les autres écoles qui demandèrent alors un projet plus global, couvrant l'ensemble du réseau. Cherchant à promouvoir la prise en charge par le milieu des activités liées à la mise en valeur de son patrimoine, et ayant été l'instigateur du projet, le Service de l'Animation du ministère des Affaires culturelles ne put que réagir positivement à cette nouvelle demande. S'associant alors au ministère de l'Éducation, fortement intéressé par l'expérience en cours, il nous confia le mandat de produire un guide pédagogique qui servirait à la fois pour l'enseignement des sciences humaines dans Bellechasse et comme base de référence¹⁷ pour ce type d'enseignement dans des commissions scolaires voisines. Avec la collaboration étroite du conseiller pédagogique de la commission scolaire, spécialiste en psycho-pédagogie, d'un géographe-didacticien et d'un groupe de professeurs dont le temps de libération (journées pédagogiques) fut payé à même les fonds du projet, l'expérience a duré un an et donné lieu à la production d'un guide méthodologique depuis lors reconnu officiellement par la commission scolaire et présentement utilisé par plusieurs commissions scolaires de la province. Un ex-membre du projet Bellechasse travaille maintenant sur ce dossier pour une cinquième année consécutive.

Tout en constituant l'expérience d'animation la plus structurée résultant du projet Bellechasse, il faut prévoir dans un avenir rapproché, que ces contacts avec le milieu scolaire s'étendent aussi au niveau municipal. Suite à la mise en application de la Loi sur l'Aménagement du territoire, Bellechasse possède maintenant sa municipalité régionale de comté. Son fonctionnement repose sur divers comités chargés de faire des recommandations en vue d'un plan directeur qui sera adopté dans quelques années. Les contacts que nous avons eus avec les responsables de ces comités devraient générer à court terme une collaboration pour laquelle nos données, même si elles s'éloignent progressivement de la situation actuelle, procureront une base comparative valable pour mieux saisir l'évolution socio-économique de la région.

¹⁷ Divisé en six parties, le guide est constitué d'une trentaine d'activités pédagogiques avec identification d'objectifs, matériel requis, contenu, évaluation et liens avec la documentation. Principalement construit avec l'aide des professeurs de 4^e année, puisque c'est à ce niveau qu'est abordé le concept de région en sciences humaines, son élaboration a reposé sur une expérimentation constante avec les élèves. Chaque activité, une fois conçue collectivement, était mise à l'essai et corrigée au cours de la réunion suivante. Durant l'année académique, les professeurs ont participé à une quinzaine de journées pédagogiques directement liées à ce projet. Au cours des années suivantes, le contenu du guide a été adapté aux besoins des clientèles de 5^e et 6^e années.

▣ Milieu académique et recherche appliquée : problèmes de transition

Les descriptions qui précèdent font ressortir les éléments suivants : a) en dépit de leur intensité variable, les efforts de diffusion sont restés une préoccupation constante du début à la fin du projet, tout en laissant progressivement place à une animation plus structurée; b) ces processus ont reposé en gros sur deux bases institutionnelles distinctes, l'université pendant la recherche, et des organismes publics et para-publics après la recherche.

Si l'on veut s'interroger sur l'anthropologie appliquée, centrée ici sur la diffusion et l'animation dans le milieu, et sur la façon de la développer à l'université, plusieurs remarques s'imposent. Sans prétendre généraliser puisqu'elles demeurent conditionnées par le caractère particulier du projet dont elles découlent, elles peuvent tout de même servir de tremplin à une réflexion qui va au-delà du projet lui-même.

Certes nous avons consacré beaucoup de temps à la préparation de nos premiers documents (la vulgarisation n'est pas enseignée à l'université) et, entre nos efforts initiaux et les démarches qui ont suivi, nous avons senti une nette progression de nos liens avec le milieu. Cette forme d'intervention, utile à une étape du processus, comporte toutefois des limites et des contraintes évidentes. Sans parler des coûts et du temps consacrés à leur production, ces documents vulgarisés supposent le recours à des données synthétiques. Or, la synthèse est postérieure à la recherche et demeure toujours conditionnée par la qualité et la rapidité d'acquisition des données. Dans un projet où la cueillette des données a surtout lieu en été, donc à temps partiel, les efforts de synthèse reposent sur une chronologie qui n'est pas toujours propice à une intervention régulière et continue.

Deuxièmement, le recours à l'écrit, même si on peut le concevoir comme un outil logique d'intervention de l'universitaire, comporte un double danger s'il demeure trop longtemps la principale voie d'insertion dans le milieu. Le premier relève de la satisfaction qu'il procure avant même qu'il ne circule, situation créée sans doute par le fait qu'il reste l'un des rares produits « tangibles » du travail universitaire en sciences humaines. Par le fait même, on est porté à minimiser les nécessités fréquentes de réajustement qu'impose la réalité. Le second danger est lié à la difficulté d'en mesurer l'impact. Dans Bellechasse, par exemple, nous avons consacré plus de temps à la distribution de nos documents qu'à la détection systématique de leur influence et les demandes d'information qui nous sont parvenues durant les premières années du projet demeurent un critère relativement imprécis en ce sens même si, sur le moment, elles nous ont apporté une grande satisfaction. Elles contribuaient certes à rendre nos intentions concrètes mais cela impliquait notre valorisation comme universitaires plus que comme intervenants.

Le recours à l'audio-visuel représente cependant un virage important. Tout en s'appuyant sur un contenu similaire à celui des documents écrits, il offrait des possibilités beaucoup plus grandes de transmission des données, et ce, dans un contexte passablement différent. La familiarisation avec les techniques de la production audio-visuelle (liens entre images et dialogues, évolution du scénario, importance du montage, etc.), facilitée par la présence d'étudiants en cinéma, fut enrichissante. Le fait de rencontrer directement les producteurs agricoles sur une base collective et de soumettre notre vision de leur réalité à leur jugement et commentaires a aussi amené une transition de la diffusion à un début d'animation. Nos intentions se firent donc plus concrètes tout en acquérant une qualité plus grande.

Ce contexte d'échanges et de discussions a d'abord permis d'ajouter beaucoup d'informations à celles que nous possédions déjà mais, plus important encore, et là se situent les éléments de mesure auxquels nous nous référions antérieurement, les producteurs ont critiqué sur plusieurs points les aspects du document qui ne correspondaient pas à leur vision de leur propre situation. En soulignant, par exemple, que nous accordions trop d'importance aux petits agriculteurs par rapport aux plus aisés, ils nous reprochaient directement d'avoir trop insisté sur le contexte agricole du haut du comté aux dépens de celui de la plaine côtière. Tout en illustrant davantage leur vision d'entrepreneurship agricole et l'influence de l'idéologie capitaliste sur l'organisation de leur production, leurs propos nous incitèrent aussi à réfléchir sur les biais que peut susciter la familiarisation avec un cadre théorique dans la lecture d'une situation concrète. Visant à démontrer leur exploitation, nous nous étions davantage attardés à ceux qui l'étaient « visiblement », aux dépens de l'étude des mécanismes plus subtils qui prévalaient chez ceux qui voyaient l'agriculteur comme un chef d'entreprise pour qui le crédit et l'endettement constituaient des mécanismes nécessaires à son développement.

En nous rendant plus conscients des difficultés d'établir des liens opérationnels entre théorie et pratique, ce passage de la diffusion à l'animation suscita d'autres réflexions. L'écart entre la satisfaction que procure la rédaction de documents-synthèses et le malaise ressenti face aux questions précises des producteurs nous a obligés à redécouvrir la modestie et le côté expérimental de notre démarche. Nous étions des universitaires désireux de s'impliquer dans un milieu en prétendant y jeter un regard neuf, mais nous avons entre autres minimisé le fait que ces producteurs, à l'instar de bien d'autres citoyens, étaient déjà l'objet « d'animation » de la part d'autres organismes et institutions. Il aurait été très utile de réfléchir à l'impact des séances d'information régulières de l'Union des Producteurs Agricoles et aux attitudes des producteurs face à leur syndicat, sans oublier l'ampleur de la publicité et de l'action gouvernementale. La base universitaire du projet — l'objectivité supposant une certaine distance de la réalité et très souvent un regard « d'en haut » — fut en ce sens une limitation.

La deuxième phase de diffusion concerne plutôt le milieu scolaire et se distingue de la première de plusieurs façons. Sa mise sur pied, orientée par des besoins du milieu déjà bien identifiés, fut suivie de collaboration avec une institution reconnue, la commission scolaire. En facilitant notre insertion, cette situation nous a amenés à intervenir de manière plus continue avec une clientèle cible : des professeurs et des élèves du primaire. Au lieu de nous adresser à une population en général, sur qui nous espérions avoir une influence progressive en termes d'information, nous avons graduellement élargi le nombre de nos interlocuteurs à partir d'un thème précis. L'action y a gagné en profondeur et a suscité des résultats mesurables, indispensables à la planification. Les trois années que demanda la mise en place du guide pédagogique ont donné lieu à des visites fréquentes dans les écoles et à des rencontres régulières avec les professeurs et responsables de la commission scolaire. De la diffusion au sens strict, nous étions passés à une expérience d'animation au cours de laquelle l'important n'était plus tellement d'élargir l'ancrage sociologique de nos objectifs académiques mais d'apprendre à mieux connaître un milieu et de répondre à des besoins précis.

La phase de diffusion en milieu scolaire de Bellechasse nous situa donc d'emblée hors du contexte universitaire et, par le fait même, nous rendit plus conscients des contraintes et limites d'une anthropologie appliquée qui cherche à prendre forme dans le cadre d'un projet universitaire. Elle y est certes possible, mais au départ presque contradictoire car située dans un contexte qui la marginalise.

Cette marginalité découle avant tout des mécanismes d'apprentissage qui la sous-tendent. Même riches en expérience de recherche, les universitaires sont en général peu sortis de l'université et les méthodes pédagogiques sur lesquelles ils s'appuient les amènent parfois à confondre recherche et intervention. Sous prétexte que le travail intellectuel suppose un certain recul de la réalité, on l'isole souvent de ses intentions pratiques. Que le professeur doive compléter sa recherche avant d'en diffuser les résultats ou que l'étudiant « se prépare » au marché du travail, le résultat est passablement le même : la vocation sociale de l'université tient souvent plus à l'accroissement de la sociabilité entre ses membres qu'au développement de liens structurés entre une institution et le milieu où elle se développe.

Cette marginalité est d'autre part de plus en plus entretenue dans les formules mêmes des demandes de subvention. Même si la catégorie « portée sociale et pratique du projet » y est maintenant généralisée, elle y prend le plus souvent une importance et un espace réduits par rapport aux « critères académiques » et — ce qui est quelque peu contradictoire — aux « qualifications des chercheurs ». D'où la difficulté de la préciser dans le volet financier qui doit généralement faire l'objet d'une demande séparée à l'intérieur de fonds eux-mêmes minimes par rapport aux enveloppes budgétaires totales. Si beaucoup de projets à portée théorique n'ont pas de difficultés à répondre aux critères des organismes subventionnaires, on ne

peut en dire autant de ceux qui ont comme objectif principal d'intervenir dans le milieu, surtout s'ils comportent une dimension politique¹⁸.

Enfin, marginalité liée au renforcement de l'identité disciplinaire qui, en reproduisant une formation qui sépare modèles et outils, prépare mal l'insertion dans le milieu non-académique et l'échange avec d'autres praticiens. Il faudrait décloisonner nos projets de recherche et les actions concrètes qui peuvent en découler, mais aussi associer de plus près le milieu à la définition de nos projets. Si la démarche de la recherche dans Bellechasse était à repenser, cette orientation permettrait sûrement une amélioration majeure de ses résultats, compte tenu de ses objectifs initiaux.

☐ Conclusion

En dépit des limites de généralisation que présente le projet Bellechasse pour une interrogation sur l'anthropologie appliquée en milieu québécois, ses orientations initiales et les réajustements qui l'ont caractérisé au cours des dix dernières années, nous ont permis de mettre en relief quelques-unes des lacunes et contraintes qui découlent de la nature universitaire d'une recherche face à l'intervention.

Il serait peut-être utile de s'interroger en conclusion sur les liens entre ces limites et contraintes et un contexte plus large : celui d'un département universitaire influencé par un cadre théorique et d'une société à un moment donné de son histoire.

Première remarque : la lenteur du processus qui a sous-tendu la dimension « appliquée » du projet à ses débuts. Il est vrai que l'expérience présentait pour nous un caractère nouveau auquel nous étions peu habitués et, comme pour tout projet où la connaissance du milieu doit précéder l'animation, un certain temps devait nécessairement s'écouler avant que nos intentions ne se traduisent par des gestes concrets.

Ce n'est toutefois qu'en prenant conscience — après plus de deux ans de fonctionnement — des limites et des contradictions liées à l'écrit comme outil d'intervention (démarche quasi naturelle de l'universitaire en sciences sociales, qui renforce son image et son identité mais qui se prête peu à la mesure de l'investissement qu'il requiert et surtout de l'impact qu'il peut susciter) que nous avons constaté notre manque d'originalité et de sensibilité à communiquer dans une optique pratique avec des informateurs. Le

¹⁸ Dans les deux cas, les comités de sélection sont majoritairement formés d'universitaires dont les critères d'évaluation demeurent généralement fidèles à leur pratique. Lorsque ces comités comprennent aussi des fonctionnaires, ceux-ci sont en général plus ouverts à l'intervention dans le milieu puisqu'ils y sont plus familiarisés. Toutefois, ceux d'entre nous qui, au cours des années 70, ont formulé des projets à l'aide du cadre découlant du matérialisme historique savent fort bien qu'on y a souvent accolé une orientation politique qui allait à l'encontre des « politiques gouvernementales », situation qu'il fallait toujours minimiser par un langage universitaire acceptable.

recours à l'audio-visuel et, par la suite démarche de plus en plus fréquente, aux discussions directes avec des groupes d'intervenants sur des sujets précis se sont progressivement avérés des outils d'intervention plus efficaces. En nous obligeant à sortir plus souvent de l'université, ce processus nous a amenés à découvrir le milieu sous un angle différent (i.e. vision de groupe ou collective dans laquelle les situations étaient présentées et définies avec beaucoup plus de force et de clarté que lors des entrevues ou questionnaires individuels durant la phase initiale de la recherche) et surtout, à mieux cerner les difficultés de transition entre des efforts de vulgarisation par écrit et un contexte d'échange direct avec des informateurs.

Ce qui précède démontre que le côté expérimental de notre démarche et, conséquemment, ses limites et ses acquis, s'expliquent d'abord par des contraintes découlant de notre apprentissage et pratique universitaires, à l'intérieur d'un département relativement jeune qui, bien qu'ouvert aux changements de la discipline anthropologique et de la société québécoise, comptait encore peu de membres sensibilisés à l'intervention.

L'aspect expérimental de notre démarche fut aussi conditionné par un autre facteur auquel nous nous sommes référés plus haut : la nécessité de se familiariser avec un cadre théorique alors relativement neuf en anthropologie sociale au Québec, celui du matérialisme historique. L'important ici est de saisir que ce processus, en plus des investissements qu'il exige des chercheurs, a pris place à un moment où le débat sur la question québécoise atteignait une intensité très grande. Quiconque a vécu de près ou de loin cette situation comprendra que l'opposition résultant entre une orientation accentuant les clivages entre classes sociales, insistant sur la nature tronquée de leur formation sociale et une autre, promouvant la nécessité d'une libération nationale, fut peu propice à l'établissement rapide d'un schème d'intervention précis et fonctionnel. Elle suscita plutôt de nombreuses discussions, analytiques et méthodologiques, sur les niveaux à privilégier. Il nous a fallu du recul pour intérioriser les éléments contradictoires de cette situation, mieux comprendre l'importance de la théorie pour discerner les différences entre le réel et le concret et surtout devenir plus conscients de nos limites et capacités en termes d'intervention.

L'expérience du projet Bellechasse ne débouche donc pas sur une opposition négative entre académisme et intervention. Par contre elle souligne la difficulté de bien combiner les deux orientations quand la première constitue le principal cadre de référence pour la mise sur pied d'une équipe de recherche et demeure la source majeure des critères qui servent, du moins extérieurement, à en mesurer la productivité. Par le fait même, elle démontre la nécessité de prendre conscience du caractère institutionnel des contraintes académiques qui nous affectent en tant qu'universitaires. Somme toute, si on veut que nos intentions donnent lieu à des gestes concrets, rien ne vaut la pratique.

BIBLIOGRAPHIE

ANCTIL P.

- 1975 *Le mode de production marchand et la parenté à Saint-Vallier de Bellechasse*. Thèse de maîtrise en anthropologie. Québec: Université Laval.
- 1977 « Saint-Vallier de Bellechasse au tournant du siècle dernier : la pénétration du capitalisme », *Anthropologie et Sociétés* 1 (2): 37-50.
- 1980 *Aspects of Class Ideology in a New England Ethnic Minority : The Franco Canadians of Woonsocket, Rhodes-Island, 1865-1929*. Ph. D. Thesis. New York: New School of Social Research.

AUBÉ S.

- 1978 *Le salariat et la décomposition de la paysannerie dans Bellechasse : le cas de Saint-Damien*. Thèse de maîtrise en anthropologie. Québec: Université Laval.

BOURGET C.

- 1982 *Beaumont : le réaménagement d'un milieu traditionnel*. Thèse de maîtrise en géographie. Québec: Université Laval.

BRETON Y.

- 1977 « Présentation », in L'Agriculture au Québec, *Anthropologie et Sociétés* 1 (2): 2-3.

BRETON Y. et S. Aubé

- 1979 *La diffusion des connaissances en milieu scolaire*. Rapport de recherche. Québec: ministère des Affaires Culturelles.

BRETON Y. et E. Waddel (directeurs)

- 1974 *Études anthropologiques sur l'aménagement dans Bellechasse : perspectives méthodologiques*. Québec: Laboratoire d'anthropologie, Université Laval.

CHATILLON C.

- 1974 *Le développement de l'agriculture au Québec*. Thèse de maîtrise en anthropologie. Montréal: Université de Montréal.

DURAND P.

- 1977 « L'étude de l'agriculture québécoise : commentaires et bibliographie », *Anthropologie et Sociétés* 1 (2): 5-22.

EN COLLABORATION

- 1980 *Histoire, géographie, vie économique et culturelle de Bellechasse : guide pédagogique pour les élèves de 4e année*. Commission scolaire de Bellechasse. (S. Aubé, D. Beaudoin, D. Bourget et Y. Breton).

EN COLLABORATION

- 1978 « La plaine côtière de Bellechasse : guide d'introduction à son patrimoine passé et présent », *Collection Les Retrouvailles* no 7. Québec: ministère des Affaires Culturelles (2e édition), 1982). (S. Aubé, C. Bourget, Y. Breton, J. Grenier et A. Ménard).

EN COLLABORATION

- 1980 *Vie économique et sociale de Saint-Charles de Bellechasse*. Lévis: Imprimerie Idéale (par les élèves de 5e et 6e années).

EN COLLABORATION

- 1978 *La situation socio-économique dans Bellechasse*. Québec: Département d'anthropologie, Université Laval (équipe de recherche).

LAJOIE A.

1978 *Dimension économique et sociale de l'agriculture sans sol : le cas de Saint-Gervais de Bellechasse*. Thèse de maîtrise en anthropologie. Québec: Université Laval.

LESSARD D.

1974 *Les rapports de production dans l'agriculture québécoise : 1941-71*. Thèse de maîtrise en anthropologie. Montréal: Université de Montréal.

NADEAU M.

1978 *Modification des forces productives et accumulation du capital chez les producteurs de lait nature à Saint-Vallier de Bellechasse*. Thèse de maîtrise en anthropologie. Québec: Université Laval.

PARADIS M.F.

1977 *La soumission de l'agriculture au capital : le rôle de l'État (le cas de Saint-Philémon de Bellechasse)*. Thèse de maîtrise en anthropologie. Québec: Université Laval.

1982 *L'emprise de l'idéologie dominante sur les agriculteurs du Lac Saint-Jean au début du 20e siècle : l'histoire d'une lutte*. Thèse de doctorat en anthropologie. Québec: Université Laval.

TAILLON M.

1982 *Agriculture et prolétarisation : Bellechasse, 1951-1976*. Thèse de maîtrise en anthropologie. Québec: Université Laval.